

**Arrêté fixant la liste des officiers aptes aux missions de recherche
des causes et circonstances d'incendie**

**Service départemental
d'incendie et de secours**

SDIS/2018 / OPS 17

**La Préfète d'Eure-et-Loir,
Officier de la Légion d'Honneur,
Chevalier l'Ordre National du Mérite,**

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 1424-1 et suivants et ses articles R 1424-1 et suivants ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 janvier 2006 modifié fixant le guide national de référence relatif à la prévention ;

Vu la circulaire ministérielle n° NOR IOCE1108242C du 23 mars 2011 relative à la réalisation des missions de recherche des causes et circonstances d'incendie (RCCI) par les services d'incendie et de secours ;

Sur proposition du directeur départemental des services d'incendie et de secours ;

ARRETE

Article 1^{er} :

Pour l'année 2019, le commandant Fabien LECUIROT, titulaire de l'unité de valeur PRV3, et du module complémentaire RCCI, tient l'emploi de sapeur-pompier investigateur.

Article 2 :

Pour l'année 2019, la liste des officiers titulaires de l'unité de valeur PRV2 et du module complémentaire RCCI, tiennent l'emploi de sapeur-pompier investigateur est composée ainsi :

- Capitaine Nicolas GICQUEL
- Lieutenant Didier FAIPEUR



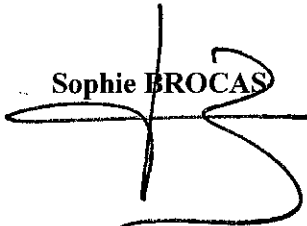
Article 3 :

La directrice de cabinet de la préfète et le directeur départemental des services d'incendie et de secours sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture et du service départemental d'incendie et de secours.

Chartres, le 27 DEC. 2018

La Préfète d'Eure-et-Loir,

Sophie BROCAS



Délais et voies de recours :

"Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un recours gracieux, adressé à :

M. le Préfet d'Eure-et-Loir

Place de la République, CS 80537 28019 CHARTRES Cedex ;

- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

- un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif, 28 rue de la Bretonnerie 45000 ORLEANS

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours."